

OPINION DISSIDENTE DU COMTE ROSTWOROWSKI

Ne pouvant, à mon grand regret, me rallier à la conclusion de l'avis consultatif, je crois de mon devoir de faire usage du droit conféré par l'article 57 du Statut et de joindre à l'avis mentionné l'exposé de mon opinion individuelle.

La question, posée devant la Cour dans les termes de la requête du Conseil, ne concerne qu'un des effets juridiques de la Résolution du 12 mars 1927, à savoir l'exclusion des écoles minoritaires et la possibilité ou l'impossibilité de faire valoir maintenant cet élément à l'encontre des déclarations prévues dans l'article 131, alinéa premier, de la Convention de Genève.

Dans la réponse à donner à la question ainsi posée, je crois utile et nécessaire — sans entrer dans l'examen des points de détail d'ordre secondaire, soulevés au cours de la procédure écrite ou orale — de m'arrêter seulement sur deux facteurs que je me permets de considérer comme pertinents et d'importance essentielle :

1) la signification juridique des deux Résolutions du Conseil du 12 mars et du 8 décembre 1927, en tant qu'elles constituent l'acte juridique initial, dont il s'agit de déterminer les conséquences ou effets juridiques ;

2) l'examen des textes pertinents au point de vue de leur aptitude à s'opposer valablement aujourd'hui au libre déploiement des effets juridiques précédemment mentionnés.

I.

En ce qui concerne le premier point, il me semble important de rappeler que le Conseil s'est trouvé en présence de la thèse du Gouvernement polonais tendant à la justification de l'exclusion ou non-admission aux écoles minoritaires des enfants parlant exclusivement le polonais. Cette thèse se réclamait de l'article 69, alinéa premier, de la Convention de Genève, lequel

DISSENTING OPINION BY COUNT ROSTWOROWSKI.

[*Translation.*]

Being, to my great regret, unable to concur in the conclusion of the Advisory Opinion, I feel it my duty to use the right given by Article 57 of the Statute and to append to the Court's opinion a statement of my own opinion.

The question referred to the Court in the terms of the Council's request only concerns one of the legal effects of the Resolution of March 12th, 1927, namely, exclusion from Minority schools and the question whether or not the fact of such exclusion can now be invoked against the declarations provided for in Article 131, paragraph 1, of the Geneva Convention.

In the reply to be given to the question defined in this manner, I think that—without going into points of detail of secondary importance raised in the course of the written or oral proceedings—it is desirable and necessary only to concern myself with two factors which I venture to regard as relevant and of fundamental importance:

1. The legal significance of the two Resolutions of the Council of March 12th and December 8th, 1927, inasmuch as they constitute the initial legal act the legal consequences or effects of which have to be determined.
2. An examination of the relevant provisions from the point of view of whether they can now be validly relied upon to resist the free operation of these legal effects.

I.

With regard to the first point, I think it important to remember that the Council had before it the view maintained by the Polish Government that the exclusion or non-admission to Minority schools of children speaking only Polish was justified. This view was based on Article 69, paragraph 1, of the Geneva Convention, which compelled the Polish Govern-

obligeait le Gouvernement polonais à accorder des facilités appropriées pour assurer que, dans les écoles primaires, l'instruction sera donnée dans leur propre langue aux enfants de ces ressortissants polonais.

Or, l'article 69, alinéa premier, — article fondamental, placé sous la garantie de la Société des Nations et contenant le principe dominant le régime scolaire minoritaire, — se trouvait, dans son application, faussé par le jeu de l'article 131, alinéa premier — article emprunté au titre II de la troisième Partie de la même Convention et appartenant au régime transitoire en matière scolaire. Cette dernière disposition instituait un système, pour ainsi dire, d'ordre technique en vue de l'établissement de la langue de l'enfant ou élève, en conférant aux personnes légalement responsables de l'éducation la faculté de faire une déclaration à ce sujet, dont il devait être uniquement tenu compte, sans que ces déclarations puissent faire l'objet d'aucune vérification ou contestation de la part des autorités scolaires. Selon l'opinion de la Cour (voir arrêt du 26 avril 1928, Recueil des Arrêts, Série A, n° 15, p. 34), la défense de vérifications et de contestation avait pour but, non de substituer un nouveau principe à celui qui, d'après la nature des choses et les dispositions du Traité des Minorités, détermine l'appartenance à une minorité de race, de langue ou de religion, mais seulement d'éviter les inconvénients — particulièrement grands en Haute-Silésie — qui résulteraient d'une vérification ou d'une contestation de la part des autorités en ce qui concerne cette appartenance.

Le fonctionnement de l'article 69, alinéa premier, — article principal, — se trouvait faussé par le jeu de l'article 131, alinéa premier, — article de deuxième plan, — pour autant que ce dernier n'offrait pas la moindre garantie contre des déclarations non conformes à la réalité et laissait ainsi une porte ouverte à l'accès aux écoles minoritaires des enfants parlant, en fait, exclusivement le polonais.

C'est en partie pour parer aux inconvénients signalés que fut votée à l'unanimité, avec la participation des représentants des gouvernements signataires de la Convention de Genève, la Résolution du 12 mars 1927.

Tout en clôturant la procédure en appel dans son n° I, elle entérinait par ailleurs, dans ses n°s II, III, IV et V,

ment to provide adequate facilities for ensuring that, in the primary schools, instruction should be given to children of such Polish nationals through the medium of their own language.

Now, the application of Article 69, paragraph 1—an article of fundamental importance placed under the guarantee of the League of Nations and containing the principle governing the Minority school system—was thrown out of gear by the operation of Article 131, paragraph 1—an article taken from Division II of the Third Part of the same Convention and belonging to the transitional school régime. This latter provision established what may be called a technical method for determining the language of a child or pupil, by giving the persons legally responsible for a child's education the right to make a declaration on the subject, which declaration was alone to enter into account and could not be verified or disputed in any way by the school authorities. In the opinion of the Court (see Judgment of April 26th, 1928, Collection of Judgments, Series A., No. 15, p. 34), the prohibition of verification and dispute has as its object, not the substitution of a new principle for that which, in the nature of things and according to the provisions of the Minorities Treaty, determines membership of a racial, linguistic or religious minority, but solely the avoidance of the disadvantages—particularly great in Upper Silesia—which would arise from a verification or dispute on the part of the authorities as regards such membership.

The application of Article 69, paragraph 1—the fundamental article—was thrown out of gear by the operation of Article 131, paragraph 1—an article of secondary importance because the latter did not offer the smallest guarantee against declarations not in accordance with the facts and thus left open a door whereby children who in fact spoke Polish only might gain admittance to Minority schools.

It was partly to remedy the inconvenience alluded to that the Resolution of March 12th, 1927, was unanimously adopted, the representatives of the Governments signatories of the Geneva Convention participating in the vote.

Whilst terminating the appeal proceedings in paragraph I of the Resolution, the Council, in paragraphs II, III, IV and

un accord ou arrangement intervenu entre les deux Gouvernements mentionnés sous l'action conciliatrice du Conseil et sous les auspices de la Société des Nations. Les deux Gouvernements, parties à cet accord, étaient couverts, en ce qui les concerne, par la disposition du point III du Protocole final de la Convention de Genève, ainsi conçu : « Les deux Parties contractantes peuvent, d'un commun accord, modifier ou abolir toutes les dispositions du régime transitoire. » Dans le cas donné, il ne s'agissait ni de modifier ni d'abolir quelque article touchant au régime transitoire, comme le fait du reste ressortir le passage final du point V de la Résolution du 12 mars 1927, d'après lequel l'arrangement « ne doit en rien être interprété comme comportant une modification des stipulations de cette Convention ». Il n'en reste pas moins vrai que le Conseil, d'accord avec les deux Gouvernements, tout en laissant intacts les textes de la Convention, effectua pour une série de cas concrets une dérogation, et notamment par rapport à l'article 131, alinéa premier.

Le caractère dérogoire de l'arrangement intervenu apparaissait moins dans l'introduction d'un contrôle linguistique d'ordre international, lequel n'était guère exclu par les termes de cet article, que dans l'institution d'un nouveau critère décisif pour l'admission ou l'exclusion des enfants — critère dont il devait être tenu compte —, et cela en dépit de l'article 131, alinéa premier, lequel prescrivait, par contre, qu'il fût uniquement tenu compte des déclarations des personnes responsables de l'éducation des enfants.

Le nouveau critère consistait en examen à passer devant l'expert neutre, nommé par les soins du Conseil. Les enfants échouant à l'examen linguistique ne pouvaient pas être admis à l'école.

C'est ainsi qu'en marge du système normal, prévu par la Convention, et en dérogeant à celui-ci, le Conseil installait, pour une certaine catégorie concrète d'enfants, un régime particulier.

L'arrangement prévu sous les nos II, III et IV devait, suivant le n° V de la Résolution, être considéré comme une mesure exceptionnelle, destinée à faire face à une situation de

V moreover approved an agreement or arrangement concluded between the two Governments mentioned thanks to the mediatory action of the Council and under the auspices of the League of Nations. The two Governments, which were the Parties to this agreement, were covered, in so far as they were concerned, by the terms of paragraph III of the Final Protocol of the Geneva Convention: "The two contracting Parties may, by mutual consent, amend or abolish all provisions of the transitional régime." In the case under consideration, there was no question either of amending or abolishing any article relating to the transitional régime, as moreover appears from the final phrase of paragraph V of the Resolution of March 12th, 1927, according to which the arrangement "shall not be interpreted as in any way modifying the provisions of that Convention". It is nevertheless true that the Council, in agreement with the two Governments, though leaving intact the terms of the Convention, sanctioned a departure from its terms in a series of concrete cases, and this more particularly with regard to Article 131, paragraph 1.

The character of the arrangement as a departure from the terms of the Convention resulted less from the introduction of an international system of language tests, which could not be said to be excluded by the terms of that article, than from the institution of a new decisive criterion for the admission or exclusion of children—a criterion which was to be applied, notwithstanding the terms of Article 131, paragraph 1, which laid down that account was only to be taken of the declarations made by persons legally responsible for the education of children.

The new criterion consisted in a test to be undergone before the neutral expert appointed by the Council. Children failing at the language test could not be admitted to the school.

Thus, outside but parallel to the normal system laid down by the Convention and as a derogation from the latter, the Council inaugurated a special system for a certain well-defined category of children.

The arrangement provided for under paragraphs II, III and IV of the Resolution was, according to paragraph V, to be regarded as an exceptional measure designed to meet a *de*

fait non prévue par la Convention de Genève. Ce qui me paraît, toutefois, empêcher de le considérer *uniquement comme un expédient*, c'est qu'il a été mis aussi au service d'une idée, laquelle apparaît en tête du point II de la Résolution, exprimée dans la forme suivante: « Le Conseil estime qu'il ne convient pas d'admettre aux écoles minoritaires les enfants qui ne parlent que la langue polonaise. » Tout ce qui suit l'énoncé de cette idée, reproduisant la thèse principale polonaise, me semble pouvoir et devoir être considéré en fonction de cette idée.

Considéré quant à son *objet*, l'examen devait porter sur le point de savoir si l'enfant parle la langue véhiculaire de l'école minoritaire de façon qu'il soit utile qu'il fréquente cette école.

Considéré au point de vue de son *but immédiat*, c'est-à-dire de la réalisation de la thèse énoncée au début du point II, l'examen devait servir de base à l'exclusion des écoles minoritaires des enfants privés de la connaissance élémentaire de la langue allemande — enfants se plaçant, en conséquence, dans la catégorie des enfants parlant exclusivement la langue polonaise.

Considéré, enfin, au point de vue de sa fonction *par rapport à l'article 69, alinéa premier*, l'examen fournissait une constatation directe de ce que la langue allemande, dont la connaissance tombait dans un cas donné au-dessous du niveau indiqué à l'expert, ne pouvait apparemment pas être considérée comme la langue propre de l'enfant — constatation qui libérait le Gouvernement polonais de l'obligation d'admettre l'enfant en question à l'école minoritaire.

Le régime exceptionnel et dérogoire même était, dès le début, entendu comme *temporaire*, sans toutefois que sa durée fût strictement déterminée. Appliqué aux enfants de l'année scolaire 1926-1927, il fut encore appliqué à ceux de l'année scolaire 1927-1928. Faute de proposition recommandant l'application du même régime aux enfants des années scolaires subséquentes, et faute, en conséquence, de résolution ultérieure du Conseil, les examens n'ont pas été poursuivis. Le régime cessa de servir de source à la production de constatations nouvelles de la part de l'expert primitivement désigné.

Mais le fait de la cessation du régime même ne me semble nullement entraîner automatiquement la cessation de ses suites

facto situation not covered by the Geneva Convention. But what to my mind prevents its being considered *solely as an expedient*, is that it was also destined to give effect to an idea which is set out at the beginning of paragraph II of the Resolution as follows: "The Council considers that it is inexpedient to admit to Minority schools children who speak only Polish." All that follows the enunciation of this idea, which reproduces Poland's main contention, can and should, in my view, be regarded as applying this idea.

Considered from the point of view of its *purpose*, the tests were to bear upon the question whether a child spoke the language of instruction of the Minority school sufficiently well to be able to profit by attendance at that school.

Considered from the point of view of its *immediate aim*, i.e., the putting into practice of the idea formulated at the outset of paragraph II, the tests were to serve as a ground for excluding from Minority schools children devoid of an elementary knowledge of German, that is to say children belonging to the category of those speaking Polish only.

Finally, considered from the standpoint of its function *in relation to Article 69, paragraph 1*, the tests afforded direct evidence that the German language, when in a given case a child's acquaintance with it fell below the standard indicated to the expert, could not apparently be regarded as that child's own language—evidence which released the Polish Government from the obligation to admit the child in question to a Minority school.

This exceptional system derogating from the ordinary one was, from the outset, even understood to be *temporary*, but its duration was not strictly defined. It was applied to children of the school year 1926-1927 and again to those of the school year 1927-1928. In the absence of a proposal recommending the application of the same system to children of subsequent school years and in the consequent absence of a further Council resolution, the tests were not continued. The system ceased to serve as a source for the production of fresh evidence by the expert originally appointed.

But the fact that the system itself has ceased to operate does not—to my mind—by any means necessarily involve the

juridiques et la privation de tout effet dans l'avenir des constatations légalement opérées dans le passé. Quelque temporaire que fût le régime exceptionnel, il est certain qu'en dehors du trait d'expédient, il possédait aussi le caractère protecteur, tiré de sa substance, par rapport à l'intérêt juridique mis en avant par le Gouvernement polonais dans sa réclamation. Il me paraît difficile de ne pas tenir compte de l'effort sérieux, de part et d'autre, fait en vue de satisfaire cet appel à la signification réelle de l'article 69, alinéa premier. Aussi serait-ce peut-être en diminuer à l'excès l'importance que de supposer, par exemple, que les examens poursuivis jusqu'à la fin du mois de février 1928 eussent dû cesser de produire leurs effets au mois de mai de la même année, lorsqu'il eût fallu procéder aux inscriptions pour l'année scolaire 1928-1929.

Le maintien des effets juridiques au delà de la fin de l'année scolaire 1927-1928 me semble, au contraire, se justifier par cette considération d'abord, que la thèse principale, au service de laquelle le régime spécial avait été mis, n'a nullement disparu avec la cessation des examens en février 1928.

D'une part, le Conseil, à la date du 9 juin 1928, à l'occasion d'un appel du *Deutscher Volksbund* dans une autre affaire, ne manqua pas, dans une résolution, à laquelle participèrent les représentants des gouvernements signataires de la Convention de Genève, de voter ce qui suit : « Le Conseil rappelle que les difficultés qui se sont produites en cette matière sont dues au fait qu'un nombre considérable de personnes responsables de l'éducation des enfants qui ne connaissaient pas la langue de la minorité, demandaient pourtant l'admission de ces enfants dans les écoles minoritaires. A ce propos, le Conseil se réfère à l'avis exprimé dans sa Résolution du 12 mars 1927, qu'il ne convient pas d'admettre aux écoles minoritaires les enfants qui ne parlent que le polonais.... » ; ainsi, loin de sombrer, l'idée qui avait dicté l'arrangement de l'année 1927 continuait, dans la pensée du Conseil, à former un facteur important du régime scolaire minoritaire.

D'autre part, le président de la Commission mixte, dans son avis du 15 février 1929, se prononça de son côté dans le même sens : « abstraction faite de la question de droit, il

cessation of its legal effects and does not deprive the evidence legally recorded in the past of any effect in the future. However temporary the exceptional system may have been, it is certain that, besides the character of an expedient, it also implicitly possessed an essential, protective character, in relation to the legal interest put forward by the Polish Government in its claim. To my mind, it is difficult not to have regard to the serious effort, on both sides, made to satisfy this appeal to the real import of Article 69, paragraph 1. To assume, for instance, that the tests which were continued until February, 1928, had ceased to be operative in May of the same year, when the entries had to be made for the school year 1928-1929, would accordingly perhaps be unduly to undervalue the importance of this effort.

It seems to me on the contrary that the maintenance of the legal effects beyond the end of the school year 1927-1928 is justified in the first place by the consideration that the main idea, to the carrying out of which the special system was devoted, had by no means ceased to hold good when the tests came to an end in February, 1928.

In the first place, the Council, on June 9th, 1928, in connection with a petition of the *Deutscher Volksbund* in another case, did not fail, in a resolution in the vote on which the representatives of the Governments which signed the Geneva Convention participated, to make the following statement: "The Council would point out that the difficulties which have arisen in this matter are due to the fact that many persons responsible for the education of children who do not speak the language of the Minority have, nevertheless, requested that these children be admitted as pupils in Minority schools. In this connection, the Council would refer to the opinion expressed in its Resolution of March 12th, 1927, to the effect that it is inexpedient to admit into Minority schools children who speak only Polish..."; thus, far from disappearing, the idea which had governed the arrangement of 1927 continued, in the view of the Council, to constitute an important feature of the Minority school system.

In the second place, the President of the Mixed Commission, in his opinion of February 15th, 1929, also expressed himself to the same effect: "... apart from the question of law,

convient d'insister sur le fait que les élèves ne parlant pas la langue de la minorité ne devraient pas, pour des motifs d'ordre pédagogique, fréquenter l'école des minorités, car leur admission ne sert les intérêts bien compris ni des parents ni de l'école de minorité ». (Cour permanente, Distr. 1858, p. 38¹.)

Le maintien des effets juridiques au delà de la date de la disparition du régime même, me semble se justifier aussi par cette considération qu'en déniait toute valeur aux constatations déjà effectuées d'après le mode d'investigation directe et en soumettant les enfants exclus des écoles minoritaires au système d'établissement indirect d'après l'article 131, alinéa premier, on exposerait ces enfants au risque de se voir envoyer, sur la foi des déclarations non conformes à la vérité, aux écoles qui n'étaient pas destinées à leur usage. Que ce danger n'est point imaginaire et que, à l'occasion des inscriptions pour l'année scolaire 1928-1929, il a été déposé un grand nombre de déclarations contraires aux conclusions de l'expert, l'avis du président de la Commission mixte en témoigne, lequel dans cette circonstance recula devant l'idée d'appliquer ce qu'il considérait comme étant du droit strict et, faisant exceptionnellement passer les considérations fondées sur l'équité et sur une politique scolaire de conciliation, décida de rejeter les déclarations en question. (Voir Cour permanente, Distr. 1858, p. 38¹.)

En résumé, l'examen de la Résolution du 12 mars 1927 et de celle du 8 décembre en tant que celle-ci continue l'œuvre de celle-là — examen quant à la forme ainsi qu'à l'esprit qui a présidé à l'installation du régime exceptionnel — me paraît conduire à la conclusion que c'est à bon droit qu'il devait prolonger ses effets au delà du terme de son propre fonctionnement — à bon droit, à moins de dispositions légales contraires qui auraient entendu expressément mettre fin à la manifestation ultérieure de ces effets juridiques.

¹ Voir le volume correspondant de la Série C des *Publications de la Cour*.
[*Note du Greffier*.]

stress should be laid on the fact that pupils who do not speak the Minority language should not, for educational reasons, attend a Minority school, as their admission is not in accordance with a true appreciation of the interests of either the parents or the Minority school". (Permanent Court, Distr. 1858, p. 38¹.)

The maintenance of the legal effects beyond the date of the disappearance of the system itself also seems to me to be justified for the reason that if all value is denied to evidence already recorded by the method of direct investigation and if children excluded from Minority schools are brought under the system of indirect proof provided for by Article 131, paragraph 1, these children will be exposed to the risk of finding themselves sent, on the basis of declarations not in accordance with the facts, to schools not meant for them. The opinion of the President of the Mixed Commission shows that this danger is by no means imaginary and that, on the occasion of the entries for the school year 1928-1929, a large number of declarations conflicting with the conclusions of the expert were handed in. In view of this circumstance, the President of the Mixed Commission abandoned the idea of applying what he regarded as the strict law; made, as an exceptional measure, strict law give way before considerations based on equity and on a conciliatory school policy; and decided to reject the declarations in question. (See Permanent Court, Distr. 1858, p. 38¹.)

To summarize: an examination of the Resolution of March 12th, 1927, and that of December 8th, in so far as the latter continues the system of the former—an examination both of the form and of the intention underlying the establishment of the exceptional system—leads, to my mind, to the conclusion that it was right that the effects of that system should continue after the system itself has ceased to operate—subject only to the existence of legal provisions to the contrary expressly indicating that these effects should not make themselves felt afterwards.

¹ See the corresponding volume of Series C. of the *Court's Publications*.
[Note by the Registrar.]

II.

Parmi les dispositions pertinentes se placent les trois suivantes :

1° *La Résolution même du 12 mars 1927*, laquelle cependant ne contient aucune clause prévoyant ou prescrivant que les effets des examens ordonnés devaient se trouver privés de toute force opérante dans les années qui suivraient celle où ils auraient eu lieu.

2° *La Résolution du 8 décembre 1927*, prescrivant la continuation des examens par rapport aux enfants de l'année scolaire 1927-1928, contient bien une réserve, suivant laquelle la décision qui pourrait être prise par la Cour déterminera si des enfants qui, par suite de ces examens, pourraient être transférés dans l'école polonaise, doivent finalement être admis dans les écoles minoritaires. Sous cette forme hypothétique et conditionnelle, la réserve citée (abstraction faite des examens ordonnés pour l'année scolaire 1926-1927, auxquels elle ne se rapporte pas) ne peut, me semble-t-il, directement atteindre les effets juridiques, même ceux des examens qui y sont envisagés. Pour obtenir ce résultat, elle aurait dû être aussitôt suivie d'une requête du Conseil lui-même demandant à la Cour un avis consultatif sur cette même question ; à défaut de la requête du Conseil, une autre voie de saisir la Cour restait ouverte : c'était celle d'une requête du Gouvernement allemand en vue d'obtenir un arrêt concernant le même objet, mais le contenu de cette seconde requête était alors inconnu et reposait entièrement dans les mains du Gouvernement allemand. Or, ce n'est pas d'un arrêt futur, *quel qu'il fût* et *quel que fût son contenu*, mais d'un arrêt qui eût déterminé la possibilité d'un transfert éventuel des enfants en question, que la réserve faisait dépendre le sort des exclusions prononcées ou à prononcer. Considérée en elle-même et par rapport à toute la masse d'enfants examinés au courant des années 1927 et 1928, elle était privée de tout effet immédiat sur les conséquences futures des exclusions effectuées.

II.

Amongst the relevant provisions are the following:

1. *The actual Resolution of March 12th, 1927*, which however contains no clause providing or prescribing that the results of the tests ordered were to be entirely without operative effect in years subsequent to that in which they were held.

2. *The Resolution of December 8th, 1927*, prescribing the continuation of the tests for children of the school year 1927-1928, certainly contains a reservation to the effect that the decision which the Court might give will decide whether children who, as a consequence of these examinations, may be transferred to Polish schools, are finally to be admitted to Minority schools. In this hypothetical and conditional form, the reservation quoted (leaving aside the tests provided for the school year 1926-1927, to which it does not relate) cannot, to my mind, directly affect the legal consequences even of the tests contemplated therein. For it to have this result it would have had to be immediately followed by a request from the Council itself asking the Court for an advisory opinion on this very question; failing a request by the Council, another way of bringing the matter before the Court remained open: namely, an application from the German Government with a view to obtaining a judgment on the same question, but the contents of this application were then unknown and were entirely in the hands of the German Government. But the reservation made the ultimate maintenance of exclusions—past or future—dependent, not on some future judgment, *no matter what it was about or what its contents were*, but on a judgment deciding whether in certain circumstances the transfer of the children in question was possible. Considered in itself and in relation to the whole mass of children examined in the years 1927 and 1928, it was devoid of any immediate effect upon the future consequences of the exclusions decreed.

3° *La requête allemande et l'arrêt de la Cour du 26 avril 1928.* L'arrêt de la Cour se maintient dans les limites des conclusions de la requête du Gouvernement allemand. (Voir le Mémoire du Gouvernement allemand du 31 décembre 1927 et la Requête introductive d'instance du 2 janvier 1928 dans les Publications de la Cour, Série C, n° 14 — II, pp. 87 et 89.) La requête porta la contestation sur un plan entièrement différent de l'arrangement du 12 mars et du 8 décembre, ainsi que de ce qu'avait en vue la réserve du 8 décembre 1927 : elle s'attacha uniquement à l'interprétation des articles 74, 106 et 131 de la Convention de Genève, sans contenir la moindre allusion aux Résolutions du Conseil et à leurs effets. Aussi la Cour n'a-t-elle pas été à même de s'occuper du régime exceptionnel, de sa valeur intrinsèque, ainsi que de la durée de ses conséquences. Encore moins l'arrêt contient-il des dispositions consacrées au transfert visé par la réserve de la Résolution du 8 décembre 1927. Grâce au silence observé à cet égard par l'arrêt du 26 avril 1928 — silence déterminé par le contenu de la requête introductive d'instance —, ni l'arrêt, ni la réserve qui, par avance, s'y était référée, ne peuvent, d'après mon avis, être invoqués comme empêchements d'ordre juridique à ce que les Résolutions de 1927 continuent de produire leurs effets.

4° Reste enfin à considérer une dernière source légale à laquelle il avait été fait appel dans le cours de la procédure écrite ou orale : c'est la *Convention de Genève de 1922*. La question peut, à son sujet, être posée de la manière suivante : Cette Convention — telle qu'elle existait depuis le moment de son entrée en vigueur et telle qu'elle fut interprétée dans quelques-uns de ses articles dans l'arrêt du 26 avril 1928 — peut-elle être valablement opposée, du chef de son existence, aux effets juridiques des Résolutions du 12 mars et du 8 décembre 1927 ?

La réponse me paraît devoir être négative pour les raisons suivantes :

La Convention de 1922 contient dans son titre II de la troisième Partie le droit commun, normal, ordinaire, sur le régime transitoire en matière scolaire minoritaire. L'arrêt de la Cour, en fixant le sens de certains de ses articles, n'est pas sorti des bornes du même droit commun. En vertu de sa

3. *The German Application and the Court's judgment of April 26th, 1928.* The Court's judgment keeps within the limits of the conclusions of the German Application. (See Case of the German Government of December 31st, 1927, and the Application instituting proceedings of January 2nd, 1928, in the Court's Publications Series C., No. 14—II, pp. 87 and 89.) The Application placed the dispute on a plane entirely different from that of the arrangement of March 12th and December 8th, and from that contemplated by the reservation of December 8th, 1927: it was concerned solely with the interpretation of Articles 74, 106 and 131 of the Geneva Convention, and contained no reference whatever to the Council Resolutions and their effects. Accordingly, the Court was not in a position to concern itself with the exceptional system, its intrinsic value and the duration of its effects. Still less does the judgment contain anything regarding the transfer contemplated by the reservation in the Resolution of December 8th, 1927. Owing to the silence observed in this respect by the judgment of April 26th, 1928,—a silence due to the contents of the Application instituting proceedings—neither the judgment nor the reservation which had referred to it beforehand, can, in my opinion, be invoked as legal impediments to the continuance of the effects of the Resolutions of 1927.

4. Lastly, it remains to consider one legal source which has been relied on in the course of the written and oral proceedings: namely, *the Convention of Geneva of 1922*. In regard to this, the question may be put as follows: Can this Convention—as it has existed since its entry into force and as construed, in respect of certain articles, by the judgment of April 26th, 1928—be validly invoked, simply because it exists, to impugn the legal effects of the Resolutions of March 12th and December 8th, 1927?

The reply, in my opinion, must be in the negative for the following reasons:

The Convention of 1922 contains in Division II of Part III the common, normal, ordinary law regarding the transitional régime for Minority schools. The Court's judgment, in fixing the meaning of some of its articles, has not overstepped the limits of this same ordinary law. Having regard to its declar-

force déclaratoire, il n'a ni complété ni modifié la Convention. Le texte de celle-ci, tel qu'il existait au moment de sa conclusion et tel qu'il était en l'année 1927, au moment de la prise des deux Résolutions par le Conseil, où il n'a nullement empêché l'intervention d'un arrangement dérogoratoire valable — tel il reste en 1928 à l'époque où la Cour est appelée à se prononcer sur les points laissés en dehors par le Conseil et soulevés devant elle par le Gouvernement allemand ; tel, enfin, il demeure à l'heure actuelle et tel encore ne saurait-il, dans l'avenir, s'opposer à ce que — si cela convenait aux signataires de la Convention — ils concluent sous les auspices de la Société des Nations un accord, compromis ou arrangement soit pareil, soit analogue, soit entièrement différent, lequel, à son tour, dérogerait sur tel ou tel point à une disposition du régime transitoire établi par cette Convention. Et, suivant mon opinion, il ne saurait s'y opposer, car, étant lui-même le droit commun, normal, ordinaire, il n'est pas apte à empêcher la naissance d'un droit exceptionnel, lequel, par définition, serait un droit dérogoratoire. S'il me paraît difficile d'admettre que le régime exceptionnel, dérogoratoire par essence, puisse, au point de vue de sa validité, être confronté avec les dispositions de droit commun auxquelles, valablement, il déroge, la même difficulté se présente lorsqu'il s'agit d'opposer ces dispositions du droit commun aux effets d'un régime exceptionnel conçu et bâti sur un plan juridique entièrement différent. Quelque clairs et énergiques que soient les termes, le sens et l'action de l'article 131, alinéa premier, sur le terrain du droit commun, cet article ne saurait, de ce chef, être invoqué sur le terrain du droit exceptionnel là où cesse précisément son action. Les deux régimes, général et spécial, puisent leur force obligatoire dans la même source, à savoir, le consentement des États intéressés, là en vue de l'établissement du droit commun, ici aux fins des dérogorations à y apporter.

(Signé) M. ROSTWOROWSKI.

atory character, it has neither supplemented nor modified the Convention. The text of the Convention, as it existed when concluded and as it was in the year 1927, when the two Council Resolutions were adopted and when it in no way prevented the conclusion of a valid exceptional arrangement,—so it remained in 1928 when the Court was called upon to pass on the points left open by the Council and referred to it by the German Government; and finally so it remains now, and in this form it cannot in the future prevent the conclusion by the signatories of the Convention—should they see fit—under the auspices of the League of Nations of an agreement, compromise or arrangement either identical or similar or entirely different, which in its turn may depart in regard to some point from a provision of the transitional régime established by this Convention. And, in my opinion, it cannot do so because, being itself the common, normal, ordinary law, it is incapable of preventing the arising of exceptional law which, by definition, would be law derogating from the ordinary law. Just as it appears difficult to me to admit that the exceptional régime, which is essentially a derogation from the ordinary, can, as regards its validity, be discussed with reference to the provisions of the ordinary law from which it is a valid derogation, so the same difficulty arises when it is a question of invoking these provisions of ordinary law against the effects of an exceptional régime conceived and built up on an entirely different legal basis. However clear and emphatic the terms, meaning and operation of Article 131, paragraph 1, may be in the field of ordinary law, this article cannot on this account be invoked in the domain of exceptional law, for there it ceases to operate. The two régimes, general and special, derive their binding effect from the same source, namely the consent of the States concerned, the object of which is, in the one case, the establishment of the ordinary law, and in the other the creation of exceptions thereto.

(Signed) M. ROSTWOROWSKI.
